Commission économique pour l’Europe

Comité des politiques de l’environnement

Session extraordinaire

Genève, 23-25 février 2016

Point 3 c) de l’ordre du jour provisoire

**Huitième Conférence ministérielle « Un environnement
pour l’Europe » : Développer le Système de partage
d’informations sur l’environnement et mettre en place
un processus d’évaluation périodique de l’environnement
dans la région paneuropéenne – évaluation régionale paneuropéenne
dans le cadre du sixième Rapport mondial sur l’environnement**

 Projet de rapport concernant l’état d’avancement
de la mise en place du Système de partage d’informations
sur l’environnement (SEIS) devant favoriser l’établissement périodique de rapports dans la région paneuropéenne

 Note du Groupe de travail de la surveillance et de l’évaluation
de l’environnement, établie avec l’aide du secrétariat[[1]](#footnote-1)\*, [[2]](#footnote-2)\*\*

|  |
| --- |
|  *Résumé* |
|  À sa vingt et unième session (Genève, 27-30 octobre 2015), le Comité s’est félicité des travaux du Groupe de travail de la surveillance et de l’évaluation de l’environnement visant à mesurer les progrès accomplis dans le développement du Système de partage d’informations sur l’environnement (SEIS) pour l’ensemble de la région paneuropéenne, et a chargé le Groupe de travail de collaborer avec les pays et l’Agence européenne pour l’environnement (AEE) pour valider les données et les informations visées, et de continuer à suivre les progrès réalisés dans le développement du SEIS en vue de soumettre un rapport actualisé au Comité à sa session extraordinaire en février 2016 (voir ECE/CEP/2015/2, Rapport sur la vingt et unième session, à paraître). |
|  Le présent document a été établi par le Groupe de travail avec le concours du secrétariat, conformément au mandat précité. Le Comité sera invité à examiner le projet révisé en vue de le soumettre à la huitième Conférence « Un environnement pour l’Europe » (Batumi, Géorgie, 8-10 juin 2016) pour alimenter le débat ministériel sur la mise en place d’un processus d’évaluation périodique de l’environnement dans la région paneuropéenne. |
|  |

Table des matières

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | *Page* |
| Introduction  | 4 |
| 1. Contexte
 | 4 |
| 1. État d’avancement de la mise en place du Système de partage d’informations sur l’environnement dans la région paneuropéenne
 | 7 |
| * 1. Processus d’examen
 | 7 |
| * 1. Progression de l’entreprise de collecte de données et de la mise en place du Système de partage d’informations sur l’environnement
 | 10 |
| * 1. Résultats par domaine thématique et par ensemble de données
 | 13 |
| * 1. Résultats par critère d’examen
 | 17 |
| * 1. Analyse approfondie de l’accessibilité des données
 | 17 |
| 1. Conclusions et voie à suivre
 | 23 |
| * 1. Principaux messages à retenir et questions à prendre en considération
 | 24 |
|  Annexes |  |
| 1. Examen de l’accessibilité en ligne
 | 27 |
| 1. Ensembles de données du SEIS présentant les meilleurs résultats
 | 28 |
| 1. Ensembles de données du SEIS présentant les moins bons résultats
 | 31 |
|  Tableaux |  |
| 1. Critères d’examen  | 8 |
| 2. Résultats de l’analyse approfondie  | 23 |
|  Figures |  |
| 1. Écarts de résultats par rapport à la moyenne générale  | 13 |
| 2. Ensembles de données du SEIS présentant les meilleurs résultats  | 15 |
| 3. Ensembles de données du SEIS présentant les plus faibles résultats  | 16 |
|  Encadrés |  |
| 1. Exemples d’études de cas montrant une amélioration des résultats  | 12 |
| 2. Résumé des résultats de l’analyse approfondie sur l’accessibilité des données en ligne  | 18 |

 Introduction

1. Le Plan de réforme du processus « Un environnement pour l’Europe » (ECE/CEP/S/152, annexe I, et Corr.1) adopté en 2009 par le Comité des politiques de l’environnement de la CEE et entériné par la CEE, désigne le Comité des politiques de l’environnement comme l’organisme chargé d’organiser les préparatifs des conférences ministérielles « Un environnement pour l’Europe ».
2. À sa vingtième session (Genève, 28-31 octobre 2014), le Comité a chargé le Groupe de travail de la surveillance et de l’évaluation de l’environnement, conformément à son mandat reconduit pour 2015, de faire le point des avancées dans le développement du SEIS par référence aux cibles et indicateurs de résultats adoptés par le Comité, en vue d’établir un rapport d’évaluation sur les progrès accomplis dans le développement du SEIS dans la région paneuropéenne pour la prochaine Conférence ministérielle « Un environnement pour l’Europe » (Batumi, Géorgie, 8-10 juin 2016). Le Comité a en outre demandé qu’un premier rapport concernant cette activité soit présenté à sa prochaine session (voir ECE/CEP/2014/2, par. 98 ff) iii)).
3. À sa vingt et unième session (Genève, 27-30 octobre 2015), le Comité s’est félicité des travaux du Groupe de travail de la surveillance et de l’évaluation de l’environnement visant à mesurer les progrès accomplis dans le développement du Système de partage d’informations sur l’environnement (SEIS) pour l’ensemble de la région paneuropéenne, et a chargé le Groupe de travail de collaborer avec les pays et l’Agence européenne pour l’environnement (AEE) pour valider les données et les informations visées, et de continuer à suivre les progrès réalisés dans le développement du SEIS en vue de soumettre un rapport actualisé au Comité à sa session extraordinaire en février 2016 (voir ECE/CEP/2015/2, Rapport sur la vingt et unième session, à paraître).
4. Le présent document a été établi par le Groupe de travail avec le concours du secrétariat et en consultation avec l’AEE, conformément au mandat précité.
5. Le Comité sera invité à examiner le projet révisé en vue de le soumettre à la Conférence ministérielle de Batumi, pour alimenter les débats ministériels sur la mise en place d’un processus d’évaluation périodique de l’environnement dans la région paneuropéenne.

 I. Contexte

1. Une grande quantité de données sur l’environnement dans la région paneuropéenne, sur ses tendances, sur les pressions dont il est l’objet et sur les facteurs qui le modèlent sont recueillies non seulement à l’intention des décideurs, mais aussi pour rendre public l’accès aux données. Dans le cadre de ce processus, et pour maximiser l’utilisation des données sur l’environnement, la Commission européenne a chargé en 2008 le SEIS de mettre en relation les bases de données existantes et de rendre ces données plus accessibles (COM(2008) 46; SWD(2013) 18).
2. Le SEIS offre le moyen de faciliter les évaluations périodiques concernant l’environnement et d’en rendre compte. Il relie les données et flux d’informations existants qui présentent un intérêt pour les autorités nationales dans leurs activités de surveillance et d’évaluation avec les technologies de l’information et de la communication. Il favorise la diffusion, l’application et la comparabilité des indicateurs environnementaux et des ensembles de données s’y rapportant dans une optique de partage des réseaux d’information existants et d’harmonisation des besoins de surveillance dans le domaine de l’environnement.
3. Dans la région paneuropéenne[[3]](#footnote-3), le SEIS est censé agir dans ce contexte de réseautage renforcé et de coopération avec les autorités nationales demandeuses d’informations et de statistiques en matière d’environnement et entre ces mêmes autorités. Ce système poursuit de multiples objectifs, dont celui d’établir des rapports devant servir pour les accords multilatéraux relatifs à l’environnement.
4. Conscients des difficultés que pose l’accès aux types de données et d’informations sur lesquelles devront s’appuyer les futures évaluations environnementales (relatives à l’Union européenne et aux Nations Unies), les ministres de l’environnement de la région paneuropéenne présents à la septième Conférence ministérielle « Un environnement pour l’Europe » (Astana, 21-23 septembre 2011) ont décidé de mettre en place un processus d’évaluation périodique de l’environnement et de développer le SEIS dans l’ensemble de la région paneuropéenne (ECE/ASTANA.CONF/2011/2/Add.1).
5. En réponse à cette décision des ministres, conformément aux cibles et aux indicateurs de résultats approuvés pour la région paneuropéenne pour le SEIS (voir ECE/CEP/AC.10/2015/2), et sur la base du mandat que lui a donné le Comité des politiques de l’environnement, le Groupe de travail de la surveillance et de l’évaluation de l’environnement a élaboré le présent document, conçu comme une étape préparatoire et comme un moyen de faire le point, le but étant de mesurer le niveau d’investissement des États membres dans la mise en place du SEIS en vue de la Conférence ministérielle de Batumi.
6. Dans la phase préparatoire, le Groupe de travail a défini un cadre d’évaluation des progrès réalisés dans la voie du SEIS. À cet effet, il a fallu déterminer des ensembles de données spécifiques[[4]](#footnote-4) pour le SEIS paneuropéen et proposer un mécanisme d’établissement de rapports devant permettre aux États membres de recueillir des données pertinentes eu égard aux cibles et aux indicateurs de résultats du SEIS. À sa seizième session (Istanbul, Turquie, 16-17 avril 2015), le Groupe de travail a décidé que le SEIS devrait faciliter l’accès aux données et aux informations produites dans des formats et selon des modèles communs, pour 67 ensembles de données regroupés à l’intérieur de sept domaines thématiques, comme suit :

 a) Pollution atmosphérique, qualité de l’air et appauvrissement de la couche d’ozone : 25 ensembles de données concernant les émissions de polluants dans l’atmosphère, la qualité de l’air ambiant, la consommation de substances contribuant à l’appauvrissement de la couche d’ozone, etc.

 b) Changements climatiques : 4 ensembles de données portant sur la température de l’air, les précipitations atmosphériques, les émissions de gaz à effet de serre, etc.

 c) Eau : 20 ensembles de données portant sur les sources renouvelables d’eau douce, les prélèvements d’eau douce, la consommation totale d’eau, la part de la population desservie par des réseaux de distribution d’eau, la demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5), la concentration d’ammoniac dans les rivières, les nutriments présents dans l’eau douce, la part de la population bénéficiant du traitement des eaux usées, etc.

 d) Biodiversité : 4 ensembles de données portant sur les zones protégées, les forêts et autres espaces boisés, les espèces menacées et protégées, etc.

 e) Terres et sols : 2 ensembles de données concernant les prélèvements de terre, etc.

 f) Énergie : 4 ensembles de données concernant la consommation finale d’énergie, la fourniture globale d’énergie primaire, etc.

 g) Déchets : 8 ensembles de données concernant la production de déchets, la gestion des déchets dangereux, etc.

1. Les domaines thématiques et les ensembles de données sont liés aux résultats de chaque État membre de la CEE pour ce qui concerne la fourniture de données et d’informations prioritaires s’inscrivant dans la ligne des accords multilatéraux sur l’environnement (AME) mondiaux et régionaux et sujettes à de nouvelles négociations. Les domaines thématiques ont d’ailleurs emporté l’adhésion générale car ils correspondent aux priorités régionales et aux objectifs environnementaux mondiaux[[5]](#footnote-5). Le document ECE/CEP/AC.10/2015/2 donne davantage de détails sur les ensembles de données.
2. Les grandes lignes d’un mécanisme d’établissement de rapports ont été acceptées à l’occasion d’une réunion extraordinaire du sous-groupe constitué pour l’élaboration d’un mécanisme d’établissement de rapports du Groupe de travail (Genève, 3 juillet 2015) aux fins d’évaluer la production effective et l’échange en ligne d’ensembles de données convenus, conformément aux cibles et aux indicateurs de résultats du SEIS (voir ECE/CEP/AC.10/2015/2). Le mécanisme établissement de rapports requiert que chaque ensemble de données du SEIS soit évalué sur la base de cinq critères d’examen, à savoir l’accessibilité en ligne, la périodicité d’actualisation, la méthodologie de production, l’interprétation et l’utilisation des données, et les sources des données (voir le tableau 1).
3. Les participants à la session extraordinaire ont en outre recommandé au Groupe de travail de donner la possibilité à chaque pays, dans le cadre d’un mécanisme national de coordination, de décider quelle entité serait chargée du SEIS, ou de lui donner la possibilité de désigner un point focal du SEIS pour l’auto-évaluation[[6]](#footnote-6). Cette recommandation a été acceptée à la dix-septième session (Genève, 7-8 septembre 2015) du Groupe de travail, et il a été décidé de l’inclure dans le rapport au Comité des politiques de l’environnement. Le Groupe de travail a en outre recommandé que l’auto-évaluation soit effectuée par chaque point focal du SEIS et que l’examen par les examinateurs soit effectué par l’AEE[[7]](#footnote-7) pour les États membres paneuropéens et par le secrétariat de la CEE pour les États membres du Caucase, de l’Asie centrale, de l’Europe orientale et de l’Europe du Sud-Est, ainsi que pour d’autres pays paneuropéens ne relevant pas de l’AEE (ECE/CEP/AC.10/2015/4).
4. Il est prévu que le mécanisme d’établissement paneuropéen du SEIS soit mis au point sous la forme d’une application en ligne, permettant à chaque entité ou point focal au niveau national de fournir des comptes rendus analytiques et des informations pour chaque ensemble de données. Il se transformerait pour chaque pays en outil d’auto-évaluation, permettant de mettre le doigt sur les lacunes par rapport aux cibles et aux indicateurs de résultats du SEIS, et de suivre dans le temps la correction desdites lacunes. La mise au point de l’application en ligne, cependant, ne pourrait se faire qu’à moyen terme. Par conséquent, pour l’examen en cours, le sous-groupe constitué pour l’élaboration du mécanisme d’établissement de rapports du Groupe de travail a laissé le soin au secrétariat de créer un tableau Excel et de le préremplir pour chaque pays et chaque ensemble de données, sur la base des cinq critères d’examen précités (voir le tableau 1). Cette façon de faire a permis de rassembler la majeure partie des données du présent document, élaboré en guise de répétition générale pour la mise en œuvre du mécanisme d’établissement de rapports du SEIS.
5. La proposition a été émise par le Groupe de travail d’utiliser la plate-forme UNEP Live[[8]](#footnote-8) du PNUE pour élaborer le simple mécanisme en ligne à partir duquel s’effectueront les opérations régulières de surveillance et d’évaluation par l’entremise des Systèmes nationaux de notification. À sa vingt et unième session, le Comité a approuvé l’organisation et la structure proposées pour le processus d’évaluation périodique de l’environnement sur la base du SEIS (ECE/CEP/2015/10), et notamment l’adoption de UNEP Live comme principale plate-forme paneuropéenne, faisant la liaison avec les plates-formes nationales aux fins d’assurer un accès centralisé à la base de connaissances, y compris aux évaluations, aux données et aux informations régulièrement publiées par les pays. Les données et les flux d’informations au niveau des États membres permettraient aux pays de suivre les changements apportés dans l’ensemble des domaines thématiques et de mesurer tout changement survenu par rapport au cadre de politique générale, tout en fournissant des informations sur les progrès réalisés aux plans des engagements pris au niveau régional ou mondial. Il est prévu que l’accessibilité, la production et l’échange de données par les pays paneuropéens soient du ressort du Groupe de travail, dans le cadre d’un processus d’examen annuel des résultats obtenus par les pays dans la mise en place et l’utilisation du SEIS, sur la base des cibles et des indicateurs de résultats adoptés par le Comité (voir ECE/CEP/2015/10 et UNEP/GEO-6/REIN/1.2).
6. Les sections ci-après rendent compte de l’examen initial actualisé du développement du SEIS dans la région paneuropéenne. Seuls y sont évalués et présentés les ensembles de données et autres informations connexes publiés en ligne sur les sites Web nationaux des pays de la région paneuropéenne.

 II. État d’avancement de la mise en place du Système
de partage d’informations sur l’environnement
dans la région paneuropéenne

 A. Processus d’examen

1. La collecte et l’analyse de données (dans le cadre d’une étude documentaire) en vue du rapport d’activité en cours ont été réalisées durant la période août-décembre 2015. Elles ont été effectuées en deux temps :

 a) Dans un premier temps, le secrétariat a recueilli toutes les informations pertinentes se rapportant à chaque ensemble de données sur l’environnement disponible en ligne et sur toutes les plateformes nationales, auprès des entités et/ou des points focaux responsables de la mise en œuvre du SEIS;

 b) Dans un deuxième temps, tous les ensembles de données se sont vu attribuer un classement selon les cinq critères d’examen proposés par le secrétariat conformément au modèle de mécanisme qu’il avait mis au point. Ce processus de classement a été réalisé sur base de l’évaluation du matériel recueilli et des réponses reçues à des questions dichotomiques simples (oui/non) en regard de chaque critère d’examen. Le classement s’est effectué en donnant à chaque réponse « oui » une valeur 1 et à chaque réponse « non » une valeur 0, indiquant que le critère d’examen considéré était ou non rempli. Il en a résulté une valeur générale comprise entre 0 et 5 pour chaque ensemble de données.

1. Le tableau 1 énonce les critères d’examen retenus par le Groupe de travail :

 Tableau 1
Critères d’examen

| *Éléments d’appréciation* | *Description* |
| --- | --- |
|  |  |
| **I. Accessibilité en ligne** | Accès facile en ligne à l’ensemble de données, par quiconque et à tout moment. |
| **II. Périodicité d’actualisation** | Actualisation de l’ensemble de données à l’aide des chiffres de la dernière période de production convenue. |
| **III. Méthodologie de production*a*** | Fourniture d’informations détaillées sur les méthodologies types et les méthodes de calcul pour la production des ensembles de données. Ces informations détaillées confirment que la méthodologie appliquée est celle qui a été convenue pour la production de l’ensemble de données concerné. |
| **IV. Interprétation et utilisation des données*a*** | L’ensemble de données s’accompagne d’informations sur le contenu et la manière dont il faut interpréter les changements intervenus avec le temps. Des informations doivent également figurer concernant la manière dont les données recueillies ont été interprétées et utilisées (par exemple en vue des rapports à établir sur l’état de l’environnement ou pour étayer des décisions politiques concernant l’environnement). Ces informations sont à communiquer dans la langue du pays pour ce qui concerne le public national et dans une langue véhiculaire – anglais et/ou russe – pour être accessible à la communauté internationale. |
| **V. Sources des données*a*** | Disponibilité d’informations concernant l’institution chargée de la production de l’ensemble de données, ses sources, et les coordonnées des contacts. |

*Remarque* :Accepté à la dix-septième session du Groupe de travail et poursuivi par le sous-groupe constitué pour l’élaboration du mécanisme d’établissement de rapports (voir ECE/CEP/AC.10/2015/4).

*a* Durant le processus de validation, la nécessité de préciser la signification des critères est apparue. En conséquence, les éléments de classement ont été actualisés pour refléter les observations reçues.

1. **Accessibilité en ligne**. Le processus de classement a consisté à attribuer la valeur 1 lorsque l’information nécessaire pour chaque ensemble de données était disponible en ligne, et la valeur 0 lorsqu’elle était absente. Chaque ensemble de données a d’abord été jaugé du point de vue de l’accessibilité en ligne et ensuite, pour autant qu’il ait satisfait à ce premier critère, du point de vue également des quatre autres. Si un ensemble de données n’était pas disponible en ligne, il ne pouvait pas être évalué et le processus d’examen ne pouvait pas être poursuivi pour cet ensemble-là. La valeur générale 0 était alors attribuée à cet ensemble de données. Il est à noter que, lorsqu’on se réfère à l’état d’avancement du SEIS au niveau paneuropéen, il s’agit principalement, à ce stade, de la disponibilité des données en ligne. Cet aspect a été reconnu et pris en compte dans l’analyse approfondie (voir la section E), ainsi que dans les principaux messages à retenir concernant le moyen d’améliorer le processus d’examen.
2. Il importe également de noter que les pays membres de l’AEE transmettent leurs données sur le SEIS directement à l’AEE, mais souvent sans les avoir publiées sur leurs sites officiels. Ces ensembles de données n’ont pas été pris en considération dans le cadre du présent examen, et ce pour deux raisons. Premièrement, ils ne répondent pas aux principes du SEIS concernant la gestion des données et leur accessibilité pour les utilisateurs finals. La publication d’informations et de données par les réseaux publics de télécommunications est aussi une exigence de l’article 5 de la Convention de la CEE sur l’accès à l’information, la participation du public au processus décisionnel et l’accès à la justice en matière d’environnement (Convention d’Aarhus) et de son Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants (Protocole sur les RRTP), ainsi que des Recommandations sur une utilisation plus efficace des outils d’information électronique. Deuxièmement, ils n’ont pas été pris en compte dans le présent examen parce qu’ils n’étaient pas en conformité avec l’approche approuvée par le Comité lorsqu’il a adopté les cibles et les indicateurs de résultats du SEIS pour la région paneuropéenne.
3. **Périodicité d’actualisation**. Dans le processus de classement, la valeur 1 a été attribuée là où les séries chronologiques étaient complètes pour chaque ensemble de données et pour autant qu’elles ne soient pas antérieures à 2012. Ce critère d’examen s’accorde avec les principes du SEIS sur l’accès en temps opportun à l’information et avec les obligations énoncées aux paragraphes 1 et 4 de l’article 5 de la Convention d’Aarhus, qui prescrivent de tenir à jour les informations en matière d’environnement et de publier périodiquement des rapports nationaux sur l’état de l’environnement, à des intervalles de temps ne dépassant pas trois ou quatre années. La plupart des ensembles de données font l’objet d’une actualisation annuelle; cependant, il existe des ensembles pour lesquels la périodicité d’actualisation reste à préciser, et dont la disponibilité et l’accessibilité sur les sites Web nationaux sont tributaires des politiques nationales relatives à la communication des données.
4. **Méthodologie de production**. Il n’a pas été possible de classer de manière satisfaisante l’application de la méthodologie de production type compte tenu de l’impossibilité de vérifier si la méthodologie propre à chaque pays s’accordait avec la méthodologie internationale reconnue pour chaque ensemble de données. Dans ce cas, c’est la valeur 1 qui a été retenue dès lors que des informations détaillées sur la méthodologie de production étaient accessibles sur les sites Web nationaux. Ce critère d’examen pourra faire l’objet d’une analyse complémentaire lors de la prochaine évaluation.
5. **Interprétation et utilisation des données**. Il n’a pas été possible de procéder à un classement de la qualité du contenu disponible pour chaque ensemble de données, s’agissant notamment de mesurer comment les données étaient interprétées et utilisées (par exemple aux fins d’établissement de rapports sur l’état de l’environnement) ou de déterminer si elles étaient utilisées pour répondre à des questions politiques essentielles et/ou pour étayer une politique en matière d’environnement (consistant par exemple à fixer des objectifs), ni de tenir compte du fait que les interprétations de données avaient été ou non mises à disposition dans d’autres langues internationales (l’anglais ou le russe). Dans ce cas, c’est la valeur 1 qui a été retenue dès lors que des informations étaient jointes aux ensembles de données. Les questions de l’accessibilité en ligne et de l’interprétation et de l’utilisation des données font l’objet d’une analyse approfondie dans la section E ci-dessous.
6. **Sources des données**. La valeur 1 a été attribuée lorsque l’institution responsable était désignée et que des détails étaient fournis sur les contacts pour chaque ensemble de données. Ce critère d’examen s’accorde avec les principes du SEIS concernant l’accessibilité des données pour les utilisateurs finals, notamment les autorités, le public et les autres parties prenantes, de même qu’avec les obligations énoncées à l’article 3 et au paragraphe 2 b) de l’article 5 de la Convention d’Aarhus qui prescrivent d’apporter soutien et conseils au public en quête d’informations et de désigner des points de contact.
7. Chaque critère d’examen s’est vu attribuer le même poids dans l’évaluation de la production effective et du partage d’ensembles de données. C’est sur cette base qu’a été calculé le résultat général, qui est traduit quantitativement sous la forme d’un pourcentage censé refléter l’état d’avancement de la mise en place du SEIS dans les pays de la région paneuropéenne.
8. Au gré du processus d’examen qui a conduit au présent rapport, des consultations avec les partenaires et les pays, et du fonctionnement du mécanisme d’établissement périodique de rapports, il est apparu qu’une valeur 0 ou 1 pour traduire l’accessibilité en ligne ne rendait pas justice à la diversité de la publication des ensembles de données et des informations connexes dans la pratique. Cette prise de conscience a conduit à compléter le présent examen par une analyse approfondie qui rend mieux compte du partage en ligne des ensembles de données convenus et des informations connexes. En l’occurrence, il s’est agi non pas de modifier les critères d’examen sur lesquels les membres du Comité s’étaient entendus, mais de préciser ce qu’il faut entendre par accessibilité en ligne dans la pratique.
9. Dix études de cas[[9]](#footnote-9) ont été effectuées à propos de l’accessibilité en ligne des ensembles de données sur l’environnement tels qu’ils figurent sur les sites Web nationaux des pays de la région paneuropéenne dans le but d’étoffer le contenu et la qualité des informations obtenues, reprises dans la section E ci-dessous. Pour cela, l’évaluation a porté sur le nombre de langues dans lesquelles les ensembles de données nationaux et les informations connexes ont été publiés, sur le nombre de plateformes en ligne où figurent ces données, sur les formats utilisés pour ce faire, et sur la facilitation de consultation pour les utilisateurs des différentes plates-formes en ligne. Ces questions d’examen supplémentaires ont fait l’objet d’un ensemble composite sur la base duquel une valeur générale de 1 a été dégagée pour l’accessibilité en ligne, correspondant à 20 % du résultat général (voir les trois sections de l’annexe au présent document).

 B. Progression de l’entreprise de collecte de données
et de la mise en place du Système de partage
d’informations sur l’environnement

1. Le secrétariat a évalué les résultats obtenus par chaque pays sur la base des domaines thématiques, des ensembles de données recueillies et des critères d’examen. Procéder à cet examen sous ces différents aspects revêtait une réelle importance dans la mesure où le SEIS paneuropéen, qui organise, régule et coordonne la base de données paneuropéenne sur l’environnement, est censé fournir des données et des informations devant déboucher sur des évaluations concernant soit l’environnement considéré comme un tout, soit chacun des domaines thématiques visés.
2. Au cours de ce test, la disponibilité et l’accessibilité des 67 ensembles de données et informations connexes ont ainsi été évaluées pour 53 pays de la région paneuropéenne : Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d’Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lichtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turquie, Turkménistan et Ukraine, ainsi que pour le Kosovo[[10]](#footnote-10).
3. Chaque pays a été invité à valider les résultats de l’examen. Au moment où le présent document était en cours de préparation, en décembre 2015, 22 pays[[11]](#footnote-11) avaient fait part de leurs observations au secrétariat et, ce faisant, avaient validé leur situation au regard du SEIS pour les 67 ensembles de données, de même que les résultats généraux présentés ci-dessous et dans les sections suivantes. Neuf autres pays[[12]](#footnote-12) ont entrepris d’examiner les données mais n’ont pas encore fait part de leurs commentaires au secrétariat.
4. Il ressort de l’examen que, sur les 67 ensembles de données considérés au titre du SEIS, 51 % en moyenne générale étaient disponibles sur l’ensemble des sites Web nationaux pour 53[[13]](#footnote-13) des États membres de la CEE et le Kosovo.
5. Il existe plusieurs États membres pour lesquels pratiquement tous les 67 ensembles de données, ou une majorité d’entre eux, ont été jugés disponibles et accessibles en ligne. Il s’agit des pays suivants : Arménie, Auriche, Bélarus, Fédération de Russie, Irlande, Italie, Kazakhstan, République de Moldova, Slovaquie et Suède. À l’inverse, il existe plusieurs pays dont aucun des ensembles de données n’est disponible sur les sites Web nationaux, ou alors seulement un petit nombre de ces ensembles. Il leur reste cependant à valider l’examen et à confirmer leur situation au regard du SEIS. Les résultats sont donc susceptibles de changer.
6. D’ici à ce qu’un mécanisme formel d’établissement de rapports soit instauré, le processus de validation, partie intégrante de l’examen en cours, permet d’analyser l’état d’avancement du SEIS pour ce qui est de la production et de l’échange en ligne des ensembles de données sur l’environnement. Ces premiers résultats devraient en principe servir de référence pour surveiller et évaluer les progrès futurs.
7. Il est intéressant de noter que des progrès significatifs ont été réalisés depuis que le Groupe de travail a été chargé de passer en revue les progrès accomplis par les pays étudiés dans la mise en place du SEIS. Les exemples donnés dans l’encadré 1 ci-dessous montrent les mesures que deux pays ont prises pour améliorer la disponibilité et l’accessibilité des ensembles de données du SEIS et des informations connexes. Ils n’ont pas pour but d’établir des comparaisons mais plutôt de montrer, dans le cadre du processus d’examen, que la situation s’améliore.

|  |
| --- |
| Encadré 1 **Exemples d’études de cas montrant une amélioration des résultats** |
|  Le **Bélarus** avait obtenu un résultat général de 36 % en septembre 2015. Ce résultat faisait référence à la publication, sur les sites Web nationaux, des ensembles de données sur l’environnement. Lorsque la situation a été réévaluée en décembre 2015, le Bélarus avait considérablement amélioré l’accessibilité en ligne de ces ensembles en actualisant les informations disponibles et en ajoutant de nouvelles informations pertinentes. Les changements apportés ont permis au pays de porter ce résultat à 77 %, grâce en grande partie au fait que les données sur l’environnement étaient désormais collectées et accessibles sur un seul site Web national (par le biais du Système national de surveillance continue de l’environnement mis en place), qu’elles étaient présentées en deux langues (russe et anglais) et que les ensembles de données étaient maintenant actualisés conformément aux prescriptions de la CEE. Le site Web national fournit également des informations de base sur la méthodologie appliquée, propose une brève analyse des données et indique les sources de données. Les ensembles de données peuvent facilement être consultés sur la page principale du Comité national de statistique de la République du Bélarus et sont clairement présentés dans une section distincte du site. |
|  Évaluée au cours de la même période, l’**Italie** avait obtenu un résultat général tout juste supérieur à la moyenne, soit 56 %. En revanche, entre septembre et décembre 2015, ce pays est parvenu à porter ce résultat à 87 %, grâce à l’actualisation des données disponibles et des informations connexes ainsi qu’à l’ajout de nouveaux ensembles de données. Après avoir été collectées, les données de ces ensembles ont été partagées sur une plate-forme qui peut être consultée à l’aide d’un menu clairement présenté sur le site Web de l’Institut de recherche sur la protection de l’environnement. Le site fournit notamment des informations de base sur tous les indicateurs environnementaux et les ensembles de données connexes; des informations sur la structure et la présentation des données et la méthodologie appliquée; ainsi qu’une brève interprétation des données. Les ensembles de données ne sont présentés qu’en une langue (italien), ce qui peut empêcher la communauté internationale d’y avoir accès. |
|  |

1. Les deux exemples d’études de cas figurant dans l’encadré 1 appellent l’attention sur certaines des mesures prises pour améliorer l’accessibilité des données et des informations pertinentes du SEIS. Ils montrent aussi qu’il suffit, en principe, de télécharger et d’actualiser les informations sur des plateformes en ligne qui facilitent déjà le partage et l’échange de données. Ce problème concerne plusieurs pays. Il convient en outre de noter que la solution ne réside souvent pas dans la modernisation de l’infrastructure, susceptible d’exiger beaucoup de ressources, mais bien dans la diffusion en ligne des informations. Il est ainsi encourageant de souligner que le rapport actuel sur l’état d’avancement du SEIS a non seulement permis de mieux répertorier les principales lacunes, mais aussi de confirmer que les données et informations pertinentes pouvaient être téléchargées relativement facilement et rapidement.

 C. Résultats par domaine thématique et par ensemble
de données

1. La disponibilité et l’accessibilité des ensembles de données et des informations connexes varient considérablement selon les domaines thématiques[[14]](#footnote-14). Les résultats obtenus sont supérieurs ou égaux à la moyenne générale pour les ensembles de données suivants : biodiversité (63 %), changements climatiques (63 %), énergie (61 %), pollution atmosphérique et appauvrissement de la couche d’ozone (53 %), et déchets (51 %). Ils sont toutefois inférieurs à cette moyenne dans les domaines de la terre et des sols (45 %), et de l’eau (42 %).
2. Les écarts de résultats observés pour les différents domaines thématiques par rapport à la moyenne générale de 51 % sont illustrés à la figure 1.

 Figure 1
Écarts de résultats par rapport à la moyenne générale



Pollution atmosphérique, qualité de l’air et appauvrissement de la couche d’ozone

Biodiversité

Changements climatiques

Énergie

Déchets

Eau

Terre et sols

Pour cent (%)

Moyenne générale (51 %)

**Domaines thématiques**

1. Un examen des ensembles de données pris individuellement et des informations connexes montre que les ensembles les plus accessibles sont ceux qui concernent les émissions d’oxyde d’azote et de dioxyde de soufre dans l’atmosphère. Ces données sont en effet accessibles en ligne (88 et 83 %, respectivement) dans huit pays sur dix[[15]](#footnote-15). Ces ensembles sont suivis par ceux qui concernent d’autres types d’émissions atmosphériques (monoxyde de carbone, composés organiques volatils non méthaniques et ammoniac, par exemple), les déchets (production totale de déchets, par exemple), les gaz à effet de serre, la biodiversité (superficie totale protégée, par exemple) et la qualité de l’air (concentration de dioxyde d’azote, par exemple), qui sont accessibles, en moyenne, dans plus de six pays sur dix (62 %). La figure 2 présente les 20 ensembles de données pour lesquels les meilleurs résultats ont été obtenus. Voir aussi la section B de l’annexe pour les obligations juridiques associées à chaque ensemble de données évalué.
2. Les ensembles de données les moins accessibles sont ceux sur l’eau (population reliée et non reliée aux réseaux de distribution d’eau, et indice d’exploitation des ressources en eau, par exemple). Viennent ensuite d’autres ensembles de données sur l’eau, sur les rejets de polluants organiques persistants (POP) dans l’atmosphère et sur les déchets, qui sont accessibles, en moyenne, dans 30 à 39 % des pays. La figure 3 présente les 20 ensembles de données présentant les plus faibles résultats. Voir aussi la section C l’annexe pour les obligations juridiques associées à chaque ensemble de données évalué.
3. Les ensembles de données sur l’eau ne sont apparemment pas publiés en ligne de façon appropriée, tout comme les informations de base sur la méthodologie appliquée, les analyses de données et les sources de données. Ces résultats ne correspondent pas entièrement aux conclusions formulées dans le rapport de synthèse sur le SEIS de l’Instrument européen de voisinage et de partenariat pour l’Europe orientale, selon lequel les indicateurs environnementaux associés aux ensembles de données sur l’eau sont de plus en plus accessibles[[16]](#footnote-16). Les écarts observés sur le plan de l’accessibilité ne peuvent à l’heure actuelle être totalement imputés aux différences qui existent entre les obligations juridiques en matière d’établissement de rapports, entre les législations nationales ou entre les prescriptions relatives à la confidentialité. Il a en outre été observé que quelques pays ne recueillent plus certains ensembles de données (ceux sur les substances appauvrissant la couche d’ozone, par exemple). Ce fait a sans doute une incidence sur le résultat général de chaque pays et laisse entendre que les ensembles visés par l’examen devraient peut-être prendre en compte la diversité des obligations en matière d’établissement de rapports.

Figure 2 **Ensembles de données du SEIS présentant les meilleurs résultats**



**Résultat (%)**

42. Concentration moyenne de nitrate dans les principaux cours d’eau

29. Émissions globales de GES par source

**Ensembles de données**

62. Déchets dangereux produits

18. Concentrations annuelles moyennes de PM

26. Déviation annuelle moyenne par rapport à la température moyenne sur le long terme

57. Consommation finale d’énergie par catégorie

15. Concentration annuelle moyenne de dioxyde de soufre

51. Superficie forestière totale

13. Émissions de PM10

16. Concentration annuelle moyenne de dioxyde d’azote

56. Consommation d’énergie finale totale

17. Concentration annuelle moyenne d’ozone troposphérique

50. Superficie totale protégée

28. Émissions globales de GES

60. Production totale de déchets

4. Émissions d’ammoniac

3. Émissions de COVNM

5. Émissions de monoxyde de carbone

1. Émissions de soufre

2. Émissions d’oxyde d’azote

 *Note* :Voir la section B l’annexe pour les obligations juridiques associées à chaque ensemble de données.

 *Abréviations* : COVNM : composés organiques volatils non méthaniques; GES : gaz à effet de serre; PM : particules.

Figure 3
Ensembles de données du SEIS présentant les plus faibles résultats

 

**Résultat (%)**

46. Population reliée à un système de collecte d’eaux usées

9. Émissions de HAP

55. Prélèvements de terres imputables aux exploitations de mines et de carrières,
au secteur de la construction, au secteur manufacturier

63. Déchets dangereux importés

25. PDO total du bromure de méthyle

49. Eaux usées non traitées ou non traitées de manière adéquate

**Ensembles de données**

38. Population reliée et non reliée aux réseaux de distribution d’eau

47. Eaux usées traitées dans les installations de traitement des eaux usées urbaines

21. PDO total d’autres CFC entièrement halogénés

36. Pertes d’eau pendant le transport

32. Prélèvements d’eau douce par les entreprises de distribution d’eau […]

64. Déchets dangereux exportés

67. Stock de déchets dangereux

11. Émissions de PCDD/F

20. PDO total des halons

10. Émissions de PCB

23. PDO total du trichloro-1,1,1 éthane

22. PDO total du tétrachlorure de carbone

30. Ressources renouvelables en eau douce

33. Indice d’exploitation des ressources en eau

*Note*:Voir la section C l’annexe pour les obligations juridiques associées à chaque ensemble de données.

*Abréviations* : PDO : potentiel d’appauvrissement de l’ozone; HAP : hydrocarbures aromatiques polycycliques; PCB : biphényle polychloré; PCCD/F : polychlorodibenzo-p-dioxines et polychlorodibenzo-p-furanes; CFC : chlorofluorocarbone.

 D. Résultats par critère d’examen

1. Il est encourageant de noter que, pour presque tous les ensembles de données publiés en ligne (lesquels représentent 51 % des ensembles), les États membres donnent aussi des informations sur la méthodologie appliquée, sur l’interprétation et l’utilisation des données ainsi que sur les sources de données. Il a ainsi été constaté que les informations sur les sources et sur l’interprétation des données sont fournies en moyenne dans 96 et 97 % des cas, respectivement, et qu’un lien vers la méthodologie appliquée est indiqué pour 90 % des ensembles publiés. Comme on l’a fait observer dans la section A, l’examen ne permet de faire aucune déduction quant à la qualité des informations; il se limite à confirmer leur accessibilité en ligne.
2. De même que dans la section précédente, les résultats varient en fonction du domaine thématique et de l’ensemble de données. S’agissant de la disponibilité des informations sur l’interprétation et l’utilisation des données, le résultat se situe entre 84 % (3 ensembles de données) et 100 % (31 ensembles de données). Pour ce qui est des informations sur les sources de données, il varie entre 81 % (1 ensemble de données) et 100 % (27 ensembles de données), et pour ce qui est de celles sur la méthodologie appliquée, il se situe entre 77 % (1 ensemble de données) et 100 % (4 ensembles de données).
3. Le résultat obtenu concernant les informations sur la méthodologie appliquée pourrait baisser s’il était mesuré à l’aune des normes internationalement reconnues. Le même raisonnement vaut pour les informations sur l’interprétation et l’utilisation des données, le résultat étant susceptible d’être inférieur si des facteurs tels que la langue et les objectifs politiques étaient pris en compte.
4. Il convient de souligner que les États membres n’ont pas obtenu d’aussi bons résultats pour ce qui est d’actualiser régulièrement les informations disponibles en ligne. Il a ainsi été observé à maintes reprises que les séries chronologiques n’étaient pas à jour, ce qui signifie que les séries postérieures à 2012 n’avaient pas été rendues disponibles. On a constaté à cet égard qu’en moyenne, 79 % des données étaient à jour, ce pourcentage variant entre 64 % (1 ensemble de données) et 95 % (1 ensemble de données). En fait, il n’existait aucun ensemble de données pour lequel tous les pays avaient fourni des séries chronologiques actualisées satisfaisant aux critères d’examen établis.
5. Enfin, comme le montrent les exemples donnés dans l’encadré 1, l’absence d’informations à jour pourrait simplement être attribuable à un retard dans la publication d’informations auxquelles ont déjà accès les entités ou points focaux de chaque pays. Le mécanisme d’établissement de rapports qui est prévu pourrait alors favoriser une actualisation plus régulière des informations et la surveillance des progrès accomplis à cet égard.

 E. Analyse approfondie de l’accessibilité des données

1. Dans le cadre du processus d’examen, le secrétariat a constaté que les approches adoptées par les États membres pour partager et présenter des informations en ligne varient considérablement. Cette situation résulte de la diversité des cadres législatifs, des structures ministérielles, des compétences et des stratégies existant au niveau national. Puisqu’il n’est pas du ressort de l’examen d’analyser les conditions contextuelles de chaque pays de la région paneuropéenne, les résultats recensés ne témoignent pas totalement de la diversité avec laquelle les ensembles de données du SEIS sont publiés en ligne. Ainsi, un État membre peut publier toutes les données sur un seul site Web alors qu’un autre peut diffuser les informations par l’intermédiaire de plusieurs points focaux, plates-formes et types de médias. Il va de soi qu’il est difficile, dans ce dernier cas, de chercher et de trouver les données pertinentes.
2. Qui plus est, la plupart des sites Web ne présentent encore toutes les informations publiques que dans la langue nationale du pays concerné. En effet, ces informations ne sont que rarement diffusées dans une ou plusieurs langues secondes (anglais, russe), ce qui peut empêcher la communauté internationale d’utiliser les données publiées. Citons également à titre d’exemple le fait que la majorité des sites Web semblent indiquer clairement les coordonnées des points focaux compétents (tel que prévu par la Convention d’Aarhus), mais que leur facilité d’utilisation varie considérablement pour ce qui est de la clarté des données et de leur présentation en ligne (s’agissant dans le cas présent de la forme). Le Groupe de travail n’avait à l’origine pas pris en compte ces types d’écarts.
3. Pour remédier à cette lacune, le Groupe de travail a procédé à une analyse approfondie de la situation sur la base des questions posées aux fins de l’examen (la section   de l’annexe). Cette analyse a été effectuée pour les pays suivants : Autriche, Bosnie-Herzégovine, France, Géorgie, Allemagne, Kirghizistan, Lituanie, Fédération de Russie, Suède et Suisse. L’encadré 2 présente un résumé des résultats obtenus pour chaque pays.

|  |
| --- |
| Encadré 2 **Résumé des résultats de l’analyse approfondie sur l’accessibilité des données en ligne** |
| **Autriche** |
|  • La plupart des ensembles de données (80 %) sont publiés en ligne.  |
|  • Les informations se trouvent principalement sur deux plates-formes (87 %), mais une partie d’entre elles sont réparties entre quatre plates-formes additionnelles (nationales et internationales). |
|  • Les ensembles de données sont publiés en ligne sous des formes variées, telles que des textes, des graphiques (statiques et dynamiques) et des rapports. |
|  • Presque tous les ensembles de données indiquent clairement les coordonnées des points focaux, mais la facilité d’utilisation varie considérablement selon la plateforme. |
|  • Il n’existe pas d’ensemble de données sur l’utilisation de l’eau, les prélèvements d’eau douce et l’émission de substances appauvrissant la couche d’ozone. Les rejets ont cependant entièrement cessé d’être mesurés dans ce dernier cas. |
|  • La plupart des informations ne sont présentées qu’en une langue, ce qui rend la recherche de données plus difficile. |
| **Bosnie-Herzégovine** |
|  • Plus de la moitié des ensembles de données (63 %) sont publiés en ligne. |
|  • Les informations se trouvent sur une plate-forme qui permet d’avoir facilement accès aux ensembles de données publiés. |
|  • Tous les ensembles de données sont présentés en ligne sous forme de texte et de graphique. |
|  • Tous les ensembles de données indiquent clairement les coordonnées des points focaux, mais seulement environ 60 % d’entre eux peuvent être considérés comme faciles à utiliser. |
|  • Tous les ensembles de données sur la biodiversité et les déchets sont publiés; toutefois, ceux sur la terre et les sols ainsi que sur la pollution atmosphérique et l’appauvrissement de la couche d’ozone ne sont pas complets. |
|  • Les communautés nationale et internationale peuvent facilement avoir accès aux informations puisque tous les ensembles de données publiés sont présentés en quatre langues. |
| **France** |
|  • Environ la moitié des ensembles de données (57 %) sont publiés en ligne. |
|  • Les informations sont réparties entre deux plateformes qui ne peuvent être considérées comme faciles à utiliser (s’agissant dans le cas présent des plateformes). |
|  • La plupart des informations ne sont présentées qu’en une langue (79 %), ce qui rend plus difficile la recherche de données. |
|  • La plupart des ensembles de données n’indiquent pas clairement les coordonnées des points focaux. |
|  • Tous les ensembles de données sur l’énergie et la plupart de ceux sur la pollution atmosphérique et l’appauvrissement de la couche d’ozone sont publiés en ligne, tandis que ceux sur les changements climatiques, l’eau, la biodiversité, la terre et les sols et les déchets le sont moins souvent que la moyenne (de 35 à 50 %). |
|  • Lus de la moitié des ensembles de données sont publiés dans des rapports ainsi qu’en ligne sous forme de tableau, de graphique et de texte. |
| **Géorgie** |
|  • Moins de la moitié des ensembles de données (45 %) sont publiés en ligne. |
|  • Les informations se trouvent sur une plate-forme qui permet d’avoir facilement accès aux ensembles de données publiés. |
|  • Tous les ensembles de données sont publiés en ligne sous forme de texte ou de tableau Excel. |
|  • Aucun rapport n’a été établi pour les ensembles de données sur les déchets, la terre et les sols, et l’énergie. |
|  • Les ensembles de données disponibles ne sont pas totalement faciles à utiliser mais tous indiquent clairement les coordonnées des points focaux. |
|  • Les informations sont présentées en deux langues, ce qui permet aux communautés nationale et internationale d’avoir plus facilement accès aux données. |
| **Allemagne** |
|  • Plus de la moitié des ensembles de données (60 %) sont publiés en ligne. |
|  • Les informations sont largement réparties entre quatre sites Web, ce qui rend plus difficile l’accès aux ensembles de données publiés. |
|  • Presque toutes les informations sont présentées sous forme de texte et de graphique. |
|  • Seulement 20 % des ensembles de données publiés peuvent être considérés comme faciles à utiliser, mais tous indiquent clairement les coordonnées des points focaux. |
|  • Le partage des ensembles de données sur l’eau et la biodiversité est très faible (entre 25 et 30 %). |
|  • Plus de la moitié des informations sont présentées en deux langues, ce qui permet aux communautés nationale et internationale d’y avoir accès relativement facilement. |
| **Kirghizistan** |
|  • La plupart des ensembles de données (70 %) sont publiés en ligne. |
|  • Les informations sont réparties entre deux plateformes qui ne peuvent être considérées comme faciles à utiliser (s’agissant dans le cas présent des plateformes). |
|  • Toutes les informations ne sont présentées qu’en une langue, ce qui rend la recherche de données plus difficile. |
|  • Tous les ensembles de données indiquent clairement les coordonnées des points focaux. |
|  • Seuls les ensembles de données sur l’énergie ainsi que sur la terre et les sols ne sont pas entièrement publiés en ligne. |
| **Lituanie** |
|  • Plus de la moitié des ensembles de données (67 %) sont publiés en ligne. |
|  • Les informations sont réparties entre deux plates-formes et seulement l’une d’entre elles peut être considérée comme facile à utiliser. |
|  • Près de la moitié des informations sont présentées sous forme de texte et de graphique. |
|  • Aucune coordonnée sur les points focaux n’est clairement indiquée. |
|  • Aucun des ensembles de données sur l’énergie n’est publié et seulement la moitié des ensembles de données sur les déchets ainsi que sur la terre et les sols ne sont pas publiés en ligne. |
|  • La moitié des informations sont présentées en deux langues, ce qui permet aux communautés nationale et internationale d’y avoir accès relativement facilement. |
| **Fédération de Russie** |
|  • Presque tous les ensembles de données (91 %) sont publiés en ligne. |
|  • Les informations se trouvent principalement sur une seule plateforme (85 %), mais certaines d’entre elles sont réparties entre trois plateformes additionnelles (nationales). |
|  • Les informations sont présentées sous forme de graphique et de texte. |
|  • Aucune coordonnée sur les points focaux n’est clairement indiquée. |
|  • Seuls les ensembles de données sur les émissions ne sont pas entièrement publiés en ligne. |
|  • Toutes les informations ne sont présentées qu’en une langue, ce qui peut empêcher la communauté internationale d’avoir accès aux ensembles de données. |
| **Suède** |
|  • Presque tous les ensembles de données (98 %) sont publiés en ligne. |
|  • Les informations se trouvent sur une plateforme qui permet d’avoir facilement accès aux ensembles de données publiés. Le site Web est interactif et intégralement facile à utiliser. |
|  • Toutes les informations sont présentées sous forme de texte et de graphique. |
|  • Tous les ensembles de données indiquent clairement les coordonnées des points focaux. |
|  • La plupart des informations ne sont présentées qu’en une langue, ce qui peut empêcher la communauté internationale d’avoir accès aux ensembles de données. |
| **Suisse** |
|  • Plus de la moitié des ensembles de données (67 %) sont publiés en ligne. |
|  • Les informations se trouvent sur une plateforme qui permet d’avoir facilement accès aux ensembles de données publiés. |
|  • Toutes les informations sont partagées par le biais du site Web du point focal sous forme de rapport, de texte, de tableau et de graphique. |
|  • Seuls les ensembles de données sur l’eau ont obtenu un résultat inférieur à la moyenne (40 %). |
|  • Les communautés nationale et internationale peuvent avoir facilement accès aux informations puisque tous les ensembles de données publiés sont présentés en quatre langues. |
|  |

50. Les résultats présentés dans l’encadré 2 et le tableau 2 font ressortir certains des écarts qui existent sur les plans de la teneur et de la qualité des ensembles de données de tous les États membres, notamment pour ce qui est du nombre d’ensembles publiés, de la facilité d’utilisation des sites Web, des domaines thématiques visés et des langues utilisées. Cette analyse approfondie a donné lieu à deux conclusions. Elle montre avant tout que l’approche initialement adoptée n’a pas permis d’aplanir les écarts observés concernant l’accessibilité en ligne. Elle souligne également qu’il est de plus en plus important de poursuivre le développement du mécanisme d’établissement de rapports, pour que les États membres puissent corriger ces lacunes et surveiller l’évolution de la situation au fil du temps. Il est essentiel que ce mécanisme fasse apparaître ces types d’écarts. Dans ce contexte, il convient par exemple de souligner que le Groupe de travail des Parties au Protocole sur les RRTP a, à sa quatrième réunion (Madrid, 26 novembre 2015), encouragé les gouvernements et les parties prenantes à envisager une mise en œuvre coordonnée du Protocole sur les RRTP et du SEIS[[17]](#footnote-17). Les Parties au Protocole sont confrontées à des problèmes similaires, et le Protocole sur les RRTP donne des instructions quant à la façon de présenter les données des registres d’une manière claire et conviviale qui peut aussi faciliter la mise en place du SEIS.

51. Par sa décision V/1, la Réunion des Parties à la Convention d’Aarhus a également chargé l’Équipe spéciale de l’accès à l’information de continuer de suivre et d’appuyer la mise au point du SEIS dans l’ensemble de la région. À sa quatrième réunion (Genève, 8-10 décembre 2015), l’Équipe spéciale a réaffirmé qu’il importait de prendre des mesures concrètes pour que le public ait accès à des informations sur l’environnement qui soient à jour, exactes et comparables; elle a en outre suggéré que les informations publiées sur Internet s’accompagnent, le cas échéant, d’informations sur les source de données; sur la date de leur production ou de leur actualisation; sur les méthodes de production, de vérification et de validation appliquées; et sur les données d’interprétation. Une intégration accrue du SEIS dans INSPIRE (Infrastructure d’information spatiale dans la Communauté européenne) et d’autres processus de gestion de l’information géospatiale était jugée utile[[18]](#footnote-18).

 Tableau 2
Résultats de l’analyse approfondie

|  | *Pays* |
| --- | --- |
| *Question* | *AUT* | *BIH* | *FRA* | *GEO* | *DEU* | *KGZ* | *LTU* | *RUS* | *SWE* | *CHE* |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Dans combien de langues les ensembles de données nationales et les renseignements connexes sont-ils publiés? | 2 | 4 | 2 | 2 | 2 | 1 | 2 | 1 | 1 | 4 |
| Dans combien de plateformes en ligne les ensembles de données nationales et les renseignements connexes sont-ils publiés? | 6 | 1 | 2 | 1 | 4 | 2 | 2 | 4 | 1 | 1 |
| Sous quelle forme les ensembles de données et les renseignements connexes sont-ils publiés? | 2 | 1 | 2 | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 | 2 |
| Dans quelle mesure la plateforme (les plateformes) en ligne est-elle (sont-elles) facile(s) à utiliser? (%) | 70 | 60 | 80 | 60 | 80 | 90 | 70 | 70 | 100 | 100 |

Abréviations : AUT = Autriche; BIH = Bosnie-Herzegovine; FRA = France; GEO = Géorgie; DEU = Allemagne; KGZ = Kirghizistan; LTU = Lituanie; RUS = Fédération de Russie; SWE = Suède; CHE = Suisse.

 III. Conclusions et voie à suivre

1. Il ressort du présent rapport que 32 pays de la région paneuropéenne ont amélioré leurs résultats au regard du SEIS. Plus de 51 % des données et informations connexes sont disponibles en ligne sur le site Web national des pays étudiés. Pour quelques pays seulement il n’existe que peu d’ensembles de données en ligne, voire aucun.
2. Plusieurs ensembles de données et domaines thématiques ne sont publiés que par un petit nombre de pays de la région. En outre, les programmes d’actualisation des données par incorporation d’éléments plus récents (par exemple séries chronologiques à jour) laissent à désirer et doivent être corrigés. En revanche, la fourniture d’indications touchant les méthodes de production, l’interprétation et l’utilisation des données ainsi que leurs sources pour les ensembles de données accessibles ne semblent pas poser de difficulté aux pays. La présente étude ne tient pas compte des normes acceptées sur le plan international pour la production des ensembles de données ni de la qualité des données[[19]](#footnote-19). On n’a pas non plus évalué la nature ou la qualité de l’interprétation et de l’utilisation des données, lacune qui devrait être corrigée dans le prochain cycle d’évaluation.
3. L’étude visait aussi à mettre à l’essai le mécanisme d’établissement de rapports du SEIS en laissant au secrétariat le soin de préremplir des tableaux (conformément aux critères d’examen convenus), qui ont été validés ensuite par chaque pays. Cette validation constitue le point de départ à partir duquel on évaluera l’évolution des résultats de chaque État membre pour les 67 ensembles de données et domaines thématiques du SEIS. Il convient de noter que jusqu’à présent 22 pays seulement ont validé l’information.
4. Lorsque tous les pays étudiés auront procédé à la validation, les résultats pourraient servir de base pour les futures études et pour le suivi et l’évaluation de l’état d’avancement réalisés dans l’établissement du SEIS. Cette base permettra aussi de jauger les résultats des pays sur le plan de l’efficacité de fonctionnement du SEIS pour la totalité des ensembles de données disponibles et accessibles en ligne. Le processus de validation et d’examen continu devrait contribuer à améliorer le fonctionnement du SEIS dans la région paneuropéenne, ainsi qu’il ressort des exemples présentés dans l’encadré 1.
5. Il est prévu que les 53 pays continueront tous d’être évalués par le Groupe de travail au regard de leurs résultats passés, l’objectif étant de faire en sorte que chaque pays améliore ses résultats d’année en année. Cela vaut aussi bien pour les pays qui pourraient considérer que les résultats ne sont pas encore satisfaisants que pour ceux qui souhaitent maintenir leurs bons résultats. Dans l’ensemble, le but visé est que tous les pays étudiés atteignent et conservent un niveau de résultats élevé.
6. Étant donné l’état actuel de la mise en place du SEIS, il est nécessaire de progresser dans l’élaboration d’une application en ligne simple destinée à faciliter et améliorer l’établissement des rapports par les pays. À cette fin, le PNUE a proposé, à la dix-septième session du Groupe de travail (Genève, 7-8 septembre 2015), son aide pour mettre au point une application simple en exploitant les ressources disponibles de son service informatique chargé de gérer la plateforme UNEP Live. Cette proposition a été acceptée par le Groupe de travail et communiquée au Comité à sa vingt et unième session (voir par. 16 ci-dessus). Elle pourrait fournir le socle sur lequel pourrait s’appuyer une action permanente d’évaluation de l’état d’avancement de la mise en place durable du SEIS.
7. L’étude peut être considérée comme une étape importante car elle illustre les progrès considérables qui ont été réalisés dans la mise en place du processus de partage dans la région paneuropéenne. En revanche, certains des mauvais résultats montrent qu’on aura encore besoin d’aide dans les années à venir pour parvenir à la production complète et au partage de tous les indicateurs environnementaux et ensembles de données connexes, dans la mesure du possible. C’est pourquoi il est recommandé que l’actualisation et l’extension de l’ensemble de données environnementales soient alignées sur les travaux du réseau Eionet de l’AEE et du PNUE. Une action coordonnée et une coopération élargie sont fortement encouragées entre la CEE, l’AEE et le PNUE pour consolider le développement du SEIS.
8. Étant donné les défauts relevés dans l’étude relative à l’accessibilité des données, il serait très utile d’étendre l’évaluation des domaines thématiques et des ensembles de données à une évaluation du contenu (il s’agit en l’espèce de la qualité du contenu) ainsi que des obstacles nationaux à la mise en place du SEIS, dans le cadre du mécanisme d’établissement de rapports. Il est suggéré que dans une démarche complémentaire, concernant les méthodes de production et l’interprétation et l’utilisation des données, on s’attache essentiellement à déterminer dans quelle mesure les ensembles de données sont comparables d’un pays à l’autre ainsi que la nécessité de fixer des critères communs concernant le format. L’étude devrait tenir compte aussi de la nécessité de déceler les lacunes, de suivre les changements intervenus avec le temps et de poursuivre les activités de collaboration et de renforcement des capacités dans le champ d’application du SEIS.

 A. Principaux messages à retenir et questions
à prendre en considération

1. Les principaux résultats de l’examen montrent que l’initiative d’établissement du SEIS (et l’action visant à faciliter l’harmonisation des données) a eu un impact favorable, non seulement sur les capacités et sur la comparabilité des données environnementales, mais aussi sur l’accessibilité des données dans tous les pays de la zone paneuropéenne. Cependant, ils ont aussi mis en lumière la fréquence lacunes et l’existence de domaines qui appellent des améliorations. En particulier, on peut citer l’absence de rapports systématiques dans certains domaines thématiques comme l’eau et des variations sensibles entre les États membres dans la manière dont les ensembles de données sont présentés et accessibles en ligne (facilité d’utilisation et nombre de plateformes en ligne).
2. Compte tenu de l’état d’avancement de la mise en place du SEIS dans les divers pays et des difficultés détectées à la suite du premier processus d’examen, les pays sont encouragés à continuer d’améliorer la collecte de données afin de produire et de publier régulièrement une information environnementale en ligne.
3. Il convient de poursuivre les efforts pour mettre au point l’application en ligne simple destinée au mécanisme d’établissement de rapports, de concert avec le sous-groupe du Groupe de travail chargé de l’élaboration du mécanisme et le service informatique du PNUE. Il est suggéré de continuer les activités dans ce domaine et de faire construire l’outil d’établissement de rapports en vue d’un exercice pilote par les membres du sous-groupe servant à étudier la manière dont on pourrait l’utiliser concrètement dans les infrastructures nationales de suivi existantes (par exemple en tenant compte des besoins de capacités techniques et financières).
4. Dans la suite de l’élaboration de la procédure d’auto-évaluation et du mécanisme d’établissement de rapports, on pourrait prendre en considération certains des facteurs suivants :

 a) Incorporer dans le mécanisme une composante volontaire et complémentaire relative aux obligations découlant de la Convention d’Aarhus pour les États membres qui sont Parties à la Convention. Cette composante pourrait faciliter l’amélioration des capacités et le transfert de connaissances afférentes à l’obligation qui incombe aux Parties de donner accès à l’information et, de plus, d’aider à la mise en œuvre du SEIS;

 b) Mener, dans le cadre de l’examen permanent du SEIS, une étude axée sur la meilleure manière de procéder pour la mise en service du mécanisme d’établissement de rapports. Les résultats de l’étude viendraient enrichir le travail qui a déjà été accompli par le sous-groupe du Groupe de travail, constitueraient une contribution concrète et utile à la conception et à la mise en service de l’application en ligne simple, et alimenteraient des recommandations sur le moyen de faciliter l’établissement systématique de rapports pour les États membres;

 c) Envisager comment rendre compte de la coopération, en tant qu’élément intrinsèque du SEIS, dans le processus d’examen. Les critères actuels d’examen (voir tableau 1) sont utiles surtout pour évaluer les progrès réalisés concernant deux des trois piliers du SEIS (contenu et infrastructure);

 d) Des préoccupations ont été exprimées pendant les consultations quant à la manière dont ont été évaluées les méthodes de production ainsi que l’interprétation et l’utilisation des données, et plus précisément quant à la manière dont les ensembles de données ont été utilisés et interprétés dans les évaluations nationales. La solution du problème contribuerait à harmoniser la présentation des données et à en améliorer la comparabilité entre les pays de la région paneuropéenne, condition préalable pour améliorer le partage des données environnementales.

1. Il est nécessaire de continuer à mesurer l’état d’avancement du processus SEIS en s’appuyant sur les leçons de l’expérience et sur les résultats de l’examen. On aurait peut-être intérêt, pour l’examen en cours, à donner aux évaluations futures une structure plus proche des trois principaux piliers du SEIS (coopération, contenu et infrastructure), et à affiner les critères d’examen afin d’améliorer la qualité des données (s’agissant des données destinées au processus d’examen) lorsqu’on évalue la conception et la mise en place du SEIS dans les pays de la région paneuropéenne.
2. Le processus d’examen devrait tenir compte de la nécessité d’actualiser les indicateurs environnementaux et les ensembles de données connexes (par exemple la nécessité de mentionner les substances qui appauvrissent la couche d’ozone) et faciliter pour les administrateurs nationaux l’acquisition de compétences dans l’utilisation des indicateurs. L’Équipe spéciale conjointe sur les statistiques et les indicateurs de l’état de l’environnement devrait être associée au processus, donner des conseils au Groupe de travail concernant l’application par les pays visés des méthodes de production de données destinées au SEIS (par exemple apporter des solutions aux problèmes spécifiques de méthodologie et de qualité des données qui se posent pendant la collecte des données et pour la production d’indicateurs environnementaux), et contribuer au renforcement des capacités pour la collecte et l’intégration des données environnementales aux fins d’évaluer les progrès du développement durable.

Annexe

 A. Examen de l’accessibilité en ligne

| *Question* | *Explication* |
| --- | --- |
|  |  |
| Dans combien de langues les ensembles de données nationales et les renseignements connexes sont-ils publiés? | À titre indicatif, cette rubrique est divisée en trois catégories (langue nationale, langue nationale plus anglais ou russe, et plus de deux langues) applicables après que les données ont été collectées |
| Dans combien de plateformes en ligne les ensembles de données nationales et les renseignements connexes sont-ils publiés? | Les données doivent être non seulement mises à jour régulièrement mais aussi présentées de façon claire, ce qui veut dire qu’elles doivent être présentés de façon groupée. Si les ensembles de données sont dispersés entre plusieurs plateformes, l’accessibilité sera faible. |
| Sous quelle forme les ensembles de données et les renseignements connexes sont-ils publiés? | Il est prévu trois catégories : publication uniquement sous forme de rapport (1), publication uniquement en ligne (pas de rapport) (2) ou publication à la fois sous forme de rapport et en ligne (3). À noter que la publication en ligne implique le partage des ensembles de données au moyen d’une infrastructure spécifique (représentation graphique des données, etc.). |
| Dans quelle mesure la plateforme (les plateformes) en ligne est-elle (sont-elles) facile(s) à utiliser? | La facilité d’utilisation est subjective; elle concerne principalement l’infrastructure dans laquelle les ensembles de données et les renseignements connexes sont publiés. Elle fera l’objet de plusieurs sous-questions appelant la réponse OUI/NON :  a) La plateforme est-elle facile à utiliser?  b) Y a-t-il des fonctions de recherche?  c) Les ensembles de données sont-ils présentés sous forme de texte?  d) Les ensembles de données sont-ils présentés sous forme graphique?  e) Y a-t-il indication claire de points de contact où le public peut trouver davantage d’informations? |

 B. Ensembles de données du SEIS présentant
les meilleurs résultats

| *No*  | *Ensembles de données* | *Motifs de collecte, de mise à jour et de partage de l’ensemble de données* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| **2** | Émissions d’oxyde d’azote exprimées en dioxyde d’azote (sources totales, fixes et mobiles) | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, Protocole PRDTP*b*,considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d*(Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*) |
| **1** | Émissions de soufre exprimées en dioxyde de soufre (sources totales, fixes et mobiles) | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, Protocole PRDTP*b*,considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d*(Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*) |
| **5** | Émissions de monoxyde de carbone (sources totales, fixes et mobiles) | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, Protocole PRDTP*b*,considérations touchant la santé et le bien-être ressortissant à la notion d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d*(Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*) |
| **3** | Émissions de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) (sources totales, fixes et mobiles) | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, Protocole PRDTP*b*,considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d* (Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*) |
| **4** | Émissions d’ammoniac (sources totales, fixes et mobiles) | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, Protocole PRDTP*b*,considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d* |
| **60** | Production totale de déchets et transferts de déchets | Priorité paneuropéenne (produits chimiques et déchets), objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu du Protocole PRDTP*b* et de la Convention de Bâle*c* |
| **28** | Émissions globales de GES, y compris émissions/suppressions en matière d’utilisation des terres, de changement d’affectation des terres et de foresterie | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la Convention CCNUCC |
| **50** | Ensemble des secteurs protégés (catégories UICN) | Priorité paneuopéenne, objectif environnemental mondial, résilience, considérations au concept d’économie verte, Convention des Nations Unies sur la diversité biologique |
| **17** | Concentration moyenne annuelle de l’ozone troposphérique  | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, Protocole PRDTP*b*,considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d*(Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*) |
| **56** | Consommation d’énergie finale totale | Efficacité au regard de l’objectif environnemental mondial, considérations au concept d’économie verte, collecte de données pour le bilan énergétique de l’Agence internationale de l’énergie |
| **16** | Concentration moyenne annuelle de dioxyde d’azote | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d*(Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*) |
| **51** | Surface forestière totale (forêts et autres terres boisées) | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, résilience, considérations ressortissant au concept d’économie verte, Convention des Nations Unies sur la diversité biologique |
| **13** | Émissions de PM10 (sources totales, fixes et mobiles) | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, Protocole PRDTP*b*,collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d*(Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*) |
| **15** | Concentration moyenne annuelle de dioxyde de soufre | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la Convention CPATLD*a*, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d* (Protocole relatif à la Convention de Vienne*e*) |
| **57** | Consommation finale d’énergie par catégorie (industrie, transport, ménages, services commerciaux et services publics, agriculture, foresterie et pêche, utilisation non spécificiée, utilisation non énergétique) | Efficacité au regard de l’objectif environnemental mondial, considérations ressortissant au concept d’économie verte, collecte de données pour le bilan énergétique de l’Agence internationale de l’énergie |
| **29** | Émissions globales de GES par source : énergie, processus industriels, solvants et autres produits, agriculture, utilisation des terres et foresterie, déchets | Priorité paneuropéenne, collecte de données relatives aux objectifs environnementaux mondiaux en vertu de la Convention CCNUCC |
| **26** | Écart annuel moyen par rapport à la température moyenne à long terme | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données relatives aux objectifs environnementaux mondiaux en vertu de la Convention FCCC |
| **62** | Production et transferts de déchets dangereux | Priorité paneuropéenne (produits chimiques et déchets), objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu du Protocole PRDTP*b*, et de la Convention de Bâlec |
| **18** | Concentration moyenne annuelle de particules | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la CPATLD*a* de la CEE, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d*(Protocole relatif à la Convention de Vienne*e*) |
| **42** | Concentration moyenne de nitrates dans les principaux cours d’eau | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, résilience, efficacité, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données au moyen du questionnaire de la Division de statistique PNUE/ONU, collecte de données en vertu du Protocole relatif à l’eau et à la santé de la CEE |

 *a* Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (CPATLD).

 *b* Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants (PRTR).

 *c* Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.

 *d* Protocole de Montréal relatif aux substances appauvrissant la couche d’ozone.

 *e* Convention de Vienne pour la protection de la couche d’ozone.

 C. Ensembles de données du SEIS présentant
les moins bons résultats

| *No*  | *Ensemble de données* | *Motifs de collecte, de mise à jour et de partage de l’ensemble de données* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| **55** | Prélèvements de terres imputables aux exploitations de mines et de carrières, au secteur de la construction, au secteur manufacturier, aux infrastructures techniques, aux infrastructures de transport et de stockage, aux zones d’habitation, y compris de loisirs, aux décharges et aux fosses à résidu | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, résilience, considérations ressortissant au concept d’économie verte |
| **9** | Émissions d’hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (sources totales, fixes et mobiles) | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, Protocole PRDTP*b*,considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal |
| **32** | Prélèvements d’eau douce par les entreprises de distribution d’eau, les ménages, les secteurs de l’agriculture, de la foresterie et de la pêche, le secteur manufacturier, le secteur de l’électricité, d’autres activités économiques | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, résilience, efficacité, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données au moyen du questionnaire de la Division de statistique PNUE/ONU, collecte d données en vertu du Protocole sur l’eau et la santé |
| **64** | Déchets dangereux exportés | Priorité paneuropéenne (produits chimiques et déchets), objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu du Protocole PRDTP*b* et de la Convention de Bâle*c* |
| **47** | Eaux usées traitées dans les installations de traitement des eaux usées urbaines (primaires, secondaires, tertiaires) | Priorité paneuropéenne (produits chimiques et déchets), objectif environnemental mondial, résilience, efficacité, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données au moyen du questionnaire de la Division de statistique PNUE/ONU, collecte de données en vertu du Protocole sur l’eau et la santé de la CEE |
| **63** | Déchets dangereux importés | Priorité paneuropéenne (produits chimiques et déchets), objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la Convention de Bâle |
| **25** | PDO total du bromure de méthyl | Priorité paneuropéenne (produits chimiques et déchets), objectif environnemental mondial, collecte de données, en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d* (Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*)  |
| **67** | Stock de déchets dangereux | Priorité paneuropéenne (produits chimiques et déchets), objectif environnemental mondial, collecte de données en vertu de la Convention de Bâle*c* |
| **49** | Eaux usées, non traitées ou non traitées de manière adéquate | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, résilience, efficacité, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données au moyen du questionnaire de la Division de statistique PNUE/ONU, collecte de données en vertu du Protocole sur l’eau et la santé de la CEE |
| **36** | Pertes d’eau pendant le transport | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, résilience, efficacité, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données au moyen du questionnaire de la Division de statistique PNUE/ONU, collecte de données en vertu du Protocole sur l’eau et la santé de la CEE |
| **11** | Émissions de polychlorodibenzo-p-dioxines et de polychlorodibenzo-p-furanes (PCDD/F) (sources totales, fixes et mobiles) | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données, en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, du Protocole PRDTP, les considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d* (Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*) |
| **20** | PDO total des halons | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données, en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d* (Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*) |
| **10** | Émissions de biphenyl polychlorés (PCB) (sources totales, fixes et mobiles) | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données, en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d* (Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*) |
| **23** | PDO total du trichloro-1,1,1 éthane | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données, en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d* (Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*) |
| **22** | PDO total du tétrachlorure de carbone | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données, en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d* (Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*) |
| **21** | PDO total d’autres CFC entièrement halogénés | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, collecte de données, en vertu de la Convention CPATLD*a* de la CEE, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données en vertu du Protocole de Montréal*d* (Protocole se rapportant à la Convention de Vienne*e*) |
| **30** | Ressources renouvelables en eau douce | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, résilience, efficacité, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données au moyen du questionnaire de la Division de statistique PNUE/ONU, collecte de données en vertu du Protocole sur l’eau et la santé de la CEE |
| **46** | Population reliée à un système de collecte d’eaux usées (doté ou non d’installations de traitement) | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, résilience, efficacité, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données au moyen du questionnaire de la Division de statistique PNUE/ONU, collecte d données en vertu du Protocole sur l’eau et la santé de la CEE |
| **33** | Indices d’exploitation de l’eau | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, résilience, efficacité, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données au moyen du questionnaire de la Division de statistique PNUE/ONU, collecte de données en vertu du Protocole sur l’eau et la santé de la CEE |
| **38** | Population reliée et non reliée aux entreprises de distribution d’eau | Priorité paneuropéenne, objectif environnemental mondial, résilience, efficacité, considérations touchant la santé et le bien-être dans le concept d’économie verte, collecte de données au moyen du questionnaire de la Division de statistique PNUE/ONU, collecte de données en vertu du Protocole sur l’eau et la santé de la CEE |

 *a* Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (CPATLD).

 *b* Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants (PRDTP).

 *c* Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.

 *d* Protocole de Montréal relatif aux substances appauvrissant la couche d’ozone.

 *e* Convention de Vienne pour la protection de la couche d’ozone.

1. \* Le présent document a été soumis à la date indiquée ci-dessus en raison de la nécessité de consulter les partenaires. [↑](#footnote-ref-1)
2. \*\* Le présent document n’a pas été revu par les services d’édition. [↑](#footnote-ref-2)
3. La région paneuropéenne dans le cadre du processus « Un environnement pour l’Europe » comprend la totalité des 56 États membres de la CEE. [↑](#footnote-ref-3)
4. L’expression « série de données » englobe à la fois les statistiques et les indicateurs en matière d’environnement. [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir les objectifs environnementaux mondiaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (http://geg.informea.org). [↑](#footnote-ref-5)
6. Ceci s’accorde également avec l’approche choisie pour le Rapport de synthèse ENPI-SEIS pour l’Europe orientale. [↑](#footnote-ref-6)
7. Les membres de l’AEE sont les membres de la CEE également membres de l’Union européenne, auxquels s’ajoutent l’Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suisse et la Turquie. L’examen des capacités requises pour l’examen incombe au secrétariat de l’AEE et à celui de la CEE. [↑](#footnote-ref-7)
8. Voir www.unep.org/uneplive. [↑](#footnote-ref-8)
9. Allemagne, Autriche, Bosnie-Herzegovine, Fédération de Russie, Géorgie, France, Kirghizistan, Lituanie, , Suède, Suisse. [↑](#footnote-ref-9)
10. Les références au Kosovo dans le présent rapport s’entendent dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité. [↑](#footnote-ref-10)
11. Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Italie, Kirghizistan, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Suisse et Ukraine. [↑](#footnote-ref-11)
12. Belgique, Danemark, Géorgie, Kazakhstan, Lettonie, Luxembourg, Malte, Ouzbékistan et Tadjikistan. [↑](#footnote-ref-12)
13. Le Canada, les États-Unis d'Amérique et Israël ne faisaient pas partie de cet examen. [↑](#footnote-ref-13)
14. Les domaines thématiques correspondent aux priorités régionales et/ou aux objectifs environnementaux mondiaux (voir le site Web du PNUE sur ces objectifs à l’adresse http://geg.informea.org/). [↑](#footnote-ref-14)
15. Ces données concernent les mêmes États membres que ceux indiqués dans la section B, paragraphe 30. [↑](#footnote-ref-15)
16. La zone géographique visée par le projet est établie dans le règlement (CE) 1638/2006 instituant un instrument européen de voisinage et de partenariat couvrant l’Arménie, l’Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, Moldova et l’Ukraine (voir l’adresse www.eea.europa.eu/publications/enpi-seis-east-region-synthesis-report). [↑](#footnote-ref-16)
17. Voir le document PRTR/WG.1/2015/Inf.4 (disponible à l’adresse www.unece.org/prtrwgp4.html). [↑](#footnote-ref-17)
18. Voir le document AC/TF.AI-4/Inf.5 (disponible à l’adresse www.unece.org/env/pp/aarhus/tfai4.html). [↑](#footnote-ref-18)
19. La dimension qualité des données de la CEE devra être prise en considération dans la future analyse des résultats (voir [http://unstats.un.org/unsd/dnss/docs-nqaf/UNECE-Quality%20Improvement%](http://unstats.un.org/unsd/dnss/docs-nqaf/UNECE-Quality%20Improvement%25) 20Programme%202010.pdf). [↑](#footnote-ref-19)